

*Questions orales*

au Dakota du Nord à des prix inférieurs au prix de gros aux États-Unis et à moins de la moitié des prix en vigueur à Winnipeg? Est-ce là une façon pour une entreprise privée de servir équitablement le marché canadien? Le ministre voudrait-il faire enquête?

[Français]

**L'hon. Michel Côté (ministre de la Consommation et des Corporations et de Postes Canada):** Monsieur le Président, je peux assurer mon collègue que de telles activités font justement l'objet d'études au niveau du directeur de la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions, et s'il possède des faits qui nous permettent de nous éclairer sur ce sujet de façon à faciliter la tâche du directeur, je serai heureux de les recevoir et j'agirai promptement.

● (1430)

[Traduction]

## ON DEMANDE UNE ENQUÊTE

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry):** Monsieur le Président, le ministre n'a pas répondu à ma question. Je lui demande si le gouvernement voudrait examiner une dépêche selon laquelle Imperial Oil écoule à bas prix de l'essence diesel de l'autre côté de la frontière? La chute des prix du diesel n'est pas équivalente à celle des prix de l'essence, la diminution étant de 2c. contre 9c. Ne conviendrait-il pas que le gouvernement examine la façon dont les pétrolières établissent les prix de gros pour veiller à ce que les consommateurs ne soient pas spoliés?

[Français]

**L'hon. Michel Côté (ministre de la Consommation et des Corporations et de Postes Canada):** Monsieur le Président, c'est la responsabilité du directeur de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions, tel que je l'ai précisé, de décider, effectivement, s'il y a matière à étude ou non. A ce que je sache, le directeur a toujours complété ses mandats avec énormément de célérité.

\* \* \*

[Traduction]

## LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

L'OFFRE DE PRISE DE CONTRÔLE DE GENSTAR PAR IMASCO—  
L'INCIDENCE POSSIBLE SUR LES DÉPOSANTS D'UNE SOCIÉTÉ  
DE FIDUCIE

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Monsieur le Président, je voudrais poser une question à la ministre d'État aux Finances. La ministre se souvient-elle de ce qui s'est passé dernièrement avec Greymac et il y a quelques années avec Seaway alors que des conflits d'intérêts ont fait perdre beaucoup d'argent aux personnes qui avaient fait des dépôts dans ces deux sociétés de fiducie? Ne voit-elle pas le même risque dans la reprise de la société Canada Trust?

**L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)):** Monsieur le Président, je trouve les allégations du député un peu injustes. Nous avons dit que nous examinions la question. Nous avons présenté un projet de loi qui nous donne le pouvoir de prendre une ordonnance de ne pas faire, ce qui aurait changé la situation dans le cas de ces sociétés de fiducie. Nous avons élaboré notre programme législatif en fonction des problèmes qui se sont posés et de ceux qui risquent de se présenter. Je ne ferai aucun rapprochement entre Imasco et ce qui s'est passé au sujet de ces sociétés de fiducie.

## LES RISQUES DE CONFLITS D'INTÉRÊTS

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Monsieur le Président, la ministre n'admet-elle pas que le pouvoir de prendre une ordonnance de ne pas faire vient après coup et que dans le cas qui nous occupe, l'argent déposé de bonne foi au Canada Trust risque de faire l'objet de prêts intérieurs? Pourquoi la ministre tolère-t-elle une transaction qui risque d'entraîner des conflits d'intérêts?

**L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)):** Monsieur le Président, nous avons présenté cette série de mesures législatives pour empêcher des abus analogues à ceux auxquels le député a fait allusion. Nous avons tiré bien des leçons des problèmes du passé et c'est une des raisons pour lesquelles nous nous sommes empressés de présenter un projet de loi.

\* \* \*

[Français]

## L'EXPANSION INDUSTRIELLE RÉGIONALE

LA PAPETERIE DE MATANE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Jean-Claude Malépart (Montréal—Sainte-Marie):** Monsieur le Président, je désire poser une question au ministre de l'Expansion industrielle régionale.

Monsieur le ministre, vendredi dernier le ministre des Richesses naturelles du Québec, M. Ciaccia, a été obligé de tenir une conférence de presse afin de vous supplier de respecter votre parole que vous lui avez donnée le 14 janvier dernier, afin de financer La Papeterie de Matane.

Le ministre peut-il nous dire s'il a signé aujourd'hui, ce matin, ou bien s'il entend signer aujourd'hui même l'entente qui permettrait de réaliser La Papeterie de Matane?

[Traduction]

**L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale):** Monsieur le Président, à propos du projet de papeterie à Matane, le député sera sûrement intéressé d'apprendre que la société norvégienne nous a informés qu'elle ne sera pas en mesure d'accepter ou de rejeter le marché avant le mois de mai car elle fait l'objet d'une offre d'acquisition. Elle nous a demandé d'en tenir compte dans toutes négociations concernant la papeterie de Matane.